



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE L'OISE

Direction de la réglementation, des libertés publiques  
et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral autorisant la société Holcim Granulats France  
à étendre et à modifier les conditions de remise en état des lieux de la carrière  
de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Pontpoint

### LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

- Vu le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code du patrimoine, livre V, titre II ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu l'ordonnance no 59-115 du 07 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;
- Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- Vu le décret no 53-578 modifié et complété du 20 mai 1953 et la nomenclature des installations classées annexée ;
- Vu le décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er "installations classées pour la protection de l'environnement" du livre V du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application des dispositions reprises au titre II, livre V du code du patrimoine et relatives aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté du 01 février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 adoptant le schéma départemental des carrières du département de l'Oise ;
- Vu l'arrêté du préfet de l'Oise, du 19 novembre 2004, portant déclaration d'utilité publique de l'aménagement d'aires de ralentissement des fortes crues de l'Oise sur le secteur de Pontpoint (60), portant déclaration d'intérêt général de l'aménagement au titre de l'article 31 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et portant autorisation de l'aménagement au titre de l'article 10 de cette même loi ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 23 avril 1990 et 1er août 1991 autorisant au bénéfice de la Société des Sablières MOURET l'exploitation et l'extension de la carrière de granulats alluvionnaires sur plusieurs parcelles du territoire de la commune de Pontpoint ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 1995 autorisant la Société ORSA GRANULATS ILE DE FRANCE devenue HOLCIM GRANULATS à reprendre l'exploitation de la carrière de granulats alluvionnaires de Pontpoint au lieu et place de la société des Sablières MOURET ;

Vu le procès-verbal de récolement du 23 décembre 2004 de l'inspection des installations classées relatif à la fin de travaux partielle de la carrière de matériaux alluvionnaires de Pontpoint, lieux-dits "Prés Véry" parcelle ZB 22, "Fond de Rambourg" parcelles ZB 31 à 36, "Hautes Lanternes" parcelles ZC 64 à 68 et 70 et "Bois Pinson" parcelles 37 à 43, 114 et 115 ;

Vu la demande présentée le 7 février 2006 par M. Frédéric AMOROSO agissant en qualité de directeur régional de la Société HOLCIM GRANULATS FRANCE, dont le siège social est situé Immeuble "les Diamants" 41 rue Delizy - 93500 - Pantin à l'effet d'obtenir l'autorisation d'étendre et de modifier les conditions de remise en état des lieux de la carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de PONTPOINT, lieux-dits "Prés de l'Eglise" parcelles ZB n° 40 à 44, "Fond de Rambourg" parcelles ZB n° 23, 26, 28 à 30, "Terre Pourrie" parcelles ZA n° 50 et 51 et "Le Trésor" parcelle ZD n° 53 ;

Vu les plans et documents joints à la demande précitée ;

Vu le rapport et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 02 avril 2007 ;

Vu l'avis de la commission départementale de nature, des paysages et des sites de l'Oise, formation "carrières" du 14 mai 2007 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment les opérations de remise en état des lieux, permettront de limiter les inconvénients pouvant résulter des travaux d'exploitation de la carrière ;

Considérant que les conditions d'aménagement, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Oise,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La Société Holcim Granulats France, dont le siège social implanté Immeuble "les Diamants" 41 rue Delizy - 93500- Pantin, représentée par M. Frédéric AMOROSO agissant en qualité de directeur régional, est autorisée à exploiter et à modifier les conditions de remise en état des lieux de la carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Pontpoint, parcelles :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelles n°	Surface cadastrale (m²)
	"Prés de l'Eglise"	ZB	40	11984
			41	13073
			42	14620
			43	9720
			44	1372
		Sous total		
	"Fond de Rambourg"	ZB	23	5709
			26	8820
			28	20720
			29	2050
			30	5728
		Sous total		
	"Terre Pourrie"	ZA	50	8971
			51	34804
		Sous total		
	"Le Trésor"	ZD	53p	37000
		Sous total		
	Total			

La modification a pour objet de créer trois plans d'eau destinés à entrer dans le dispositif de ralentissement des fortes crues de l'Oise sur le secteur de Pontpoint, objet de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 susvisé.

Les dispositions de la présente décision complètent ou, si elles sont contraires, abrogent celles fixées à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 1991 susvisé.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire la bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables à l'installation, en particulier celles édictées en annexe du présent arrêté ou pouvant l'être par arrêté complémentaire.

#### **Article 2 :**

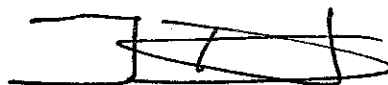
La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement susvisé.

#### **Article 3**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Pontpoint, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 1er juin 2007

pour le préfet,  
et par délégation  
la secrétaire générale,



Isabelle PETONNET

## **ANNEXE**

### **TITRE 1 : ACTIVITES REGLEMENTEES**

#### **I.1 : Classement des installations**

L'établissement est constitué de l'installation mentionnée à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivante :

Rubrique	Régime	Désignation	Caractéristiques
2510.1	Autorisation	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	Extractions de matériaux alluvionnaires Surface autorisée : 174571 m <sup>2</sup> Surface exploitable : 12575 m <sup>2</sup> Quantité exploitable : 75000 t Production maximale : 70000 t / an

#### **I.2 : Durée de l'autorisation**

L'autorisation est accordée pour une durée de 4 ans à compter de la date de délivrance de la présente autorisation.

Elle cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

#### **I.3 : Rythme de l'exploitation**

L'établissement fonctionne exclusivement les jours ouvrables, en périodes diurnes, au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

### **TITRE II : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

#### **II. 1 : Champ d'application**

Les prescriptions de la présente décision s'appliquent à l'ensemble des installations dans l'établissement susvisé y compris à celles qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients qu'il présente.

#### **II. 2 : Modification**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation susvisée, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **II. 3 : Direction technique**

Avant toute poursuite d'exploitation, la bénéficiaire porte à la connaissance de l'inspection des installations classées, les nom, prénom et adresses postale et téléphonique de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant de l'exploitant est réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

## **II. 4 : Changement d'exploitant, cessation d'activité, suspension**

Le renouvellement de l'autorisation pourra être demandé. La demande devra en être déposée au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation en cours dans les conditions fixées par le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Si le renouvellement n'est pas sollicité, l'exploitant devra adresser au préfet, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation, une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et leur date de réalisation finale. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

La même procédure sera appliquée :

- en cas de renonciation totale ou partielle de la présente autorisation,
- en cas de refus de renouvellement sollicité.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la demande au Préfet trois mois au moins avant la date de prise de possession envisagée. À la demande seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

Dans les cas prévus notamment par l'article L 514.1 du code de l'environnement, en cas de non-respect des dispositions en vigueur, l'autorisation peut à tout moment être suspendue.

## **II. 5 : Garanties financières**

II.5.1. L'autorisation est accordée pour une durée de 4 ans.

II.5.2. La production maximale annuelle autorisée est de 70 000 t de granulats alluvionnaires.  
La quantité totale autorisée à extraire est de 47 000 m<sup>3</sup> soit 75 000 t, hors découverte.

II.5.3. Le site de la carrière porte sur une surface de 174571 m<sup>2</sup>.  
La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

II.5.4. L'exploitant constitue des garanties financières afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant des garanties financières constituées lors de la poursuite d'exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :

Surfaces en ha :		Indice TP 01 initial	TVA	Montant en €
S1 (emprise des infrastructures)		562,4  (dernier indice connu, d'octobre 2006)	19,6 %	365 530
S2 (surface maximale en chantier)				
L(longueur de berges à réaménager)				
S1 en ha	0,1580			
S2 en ha	11,3700			
L en m	300			

### II.5.5. Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

Dès la notification de la présente décision, avant toute continuation d'exploitation, la bénéficiaire doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents

son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état des lieux peut être consulté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, elle adresse au Préfet, une déclaration de poursuite d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières.

II.5.6. L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois au moins avant leur échéance.

II.5.7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

En cas d'augmentation supérieure à 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

II.5.8. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

II.5.9. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 3° du code de l'environnement.

II.5.10. Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

II.5.11. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514.11 du code de l'environnement.

## **II. 6 : Conduite de l'exploitation**

L'installation et ses annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

L'exploitation des installations doit être conduite de manière à éviter les émissions de polluants dans l'environnement.

## **II.7 : Surveillance**

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols afin de contrôler l'impact de l'exploitation sur l'environnement.

L'ensemble des frais occasionnés par les opérations précitées est à la charge de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente décision, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement.

## **II.8 : Incident - accident**

Tout incident notable ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations, y compris des opérations de chargement ou déchargement des produits, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant fournit à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

## **II.9 : Rappel de textes visant l'installation**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'installation les prescriptions qui les concernent des textes cités ci-dessous :

- arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

## **TITRE III : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **III.1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **III.1.1 : Usage et tenue de l'établissement**

Le site est à usage strictement industriel et n'est ni occupé, ni habité par des tiers. Cette disposition ne vise pas les entreprises extérieures, au sens du Règlement Général des Industries Extractives, auxquelles l'exploitant peut faire appel pour la réalisation de travaux, sous réserve :

- qu'il n'en résulte pas d'inconvénient ou danger supplémentaire pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;
- qu'elles ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions réglementant le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site ;
- que l'exploitant adopte toutes mesures utiles aux intervenants (information préalable, plan de prévention signé par les parties...) qu'il accepte sous sa responsabilité dans l'emprise du site afin de permettre l'application effective des alinéas précédents.

Les activités de loisirs ou de sports sont prohibées pendant la durée de l'exploitation. Pour les parcelles en attente d'exploitation ou remises en état, les activités utiles à l'entretien des sols ou à l'insertion paysagère sont admises sous les mêmes réserves que celles précitées pour les entreprises extérieures.

Le site est maintenu propre et entretenu en permanence. Ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (plantations, engazonnement...).

Aucun stockage, même temporaire, de matériaux ou produits non utiles à l'exploitation ne doit être réalisé dans l'établissement.

### **III.1.2 : Prévention et pollutions accidentelles**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En particulier, il établit des consignes d'exploitation qui indiquent explicitement les dispositions à appliquer et les contrôles à effectuer pour respecter en toute circonstance les prescriptions du présent arrêté.

### **III.1.3 : Formation et information du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle du personnel intervenant dans l'établissement.

La formation du personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement doit être en relation avec les règlements visant à la protection de l'environnement.

L'exploitant établit et tient à jour une ou des consignes de sécurité fixant en particulier les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, etc.) en cas d'incident ou d'accident.

Il s'assure que cette ou ces consignes sont connues du personnel concerné.

### **III.1.4 : Bornage et plans de l'exploitation**

L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant la poursuite des travaux dans le cadre de la présente décision :

- des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à Beauvais.

De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 000<sup>ème</sup>. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il fait également apparaître nettement les zones :

- non encore décapées ;
- décapées depuis un an ;
- respectives de stockage des stériles et des terres végétales en attente de reprise pour les opérations de remise en état des lieux ;
- où les extractions sont en cours ;
- où les travaux de remise en état des lieux sont en cours ;
- remises en état, dont celles depuis un an.

Une copie du plan précité, en deux exemplaires, est adressée à l'inspecteur des installations classées, chaque année, au plus tard au 31 janvier. Il est accompagné d'un mémoire de l'exploitant explicitant l'avancement des différents travaux au regard du plan prévisionnel figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, expliquant les raisons des éventuels retards des travaux de remise en état des lieux et, sous cette hypothèse, le calendrier des actions prévues pour les résorber. Ce mémoire mentionne en outre les productions réalisées depuis un an, celles réalisées depuis le début de l'exploitation, les réserves restant à



exploiter et les quantités respectives de stériles et de terres végétales conservées en vue des opérations de remise en état des lieux".

### **III.1.5 : Exploitation**

Les extractions s'effectuent à l'aide d'engins mécaniques.

L'exploitation est conduite à ciel ouvert, en eau.

Le décapage des terrains est limité au strict besoin des travaux d'exploitation. Il doit être effectué autant que possible en période sèche. Il est conduit de façon à conserver la valeur humifère à la terre végétale.

### **III.1.6 : Accès**

Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace, continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger.

En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef, par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.

### **III.1.7 : Conditions de circulation à l'extérieur de l'établissement**

L'accès aux voies publiques se fait en concertation avec les services ou collectivités compétents. Un constat des lieux contradictoire est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le chemin d'accès à la carrière doit permettre le croisement aisé des camions de transport. Au niveau de son débouché sur la voie publique, il est doté d'un revêtement stabilisé (tapis bitumineux ou équivalent), sur 50 m au moins.

Une signalisation réglementaire est installée et régulièrement entretenue.

Dans la limite des articles L 131-8 et L 131-9 du code de la voirie routière, la bénéficiaire prend en charge les frais occasionnés par les aménagements rendus nécessaires du fait du trafic de poids lourds généré par ses activités ainsi que les dommages résultant de ce trafic, travaux de renforcement, d'entretien ou de réparations qui résulteraient d'une évolution anormale des conditions de stabilité et de sécurité de la voirie existante, et ce à la fois au droit des accès à l'établissement et sur les itinéraires d'approche ou de diffusion.

S'il y a lieu, particulièrement lors des périodes humides, avant qu'ils ne quittent le site de la carrière pour rejoindre la voie publique, les roues des engins ou véhicules sont nettoyées de façon à éviter tout dépôt de boue sur cette dernière. En cas d'impossibilité d'assurer un nettoyage suffisant à prévenir les entraînements de boue sur la voie publique, les opérations devront être suspendues, à l'initiative de l'exploitant ; elles pourront reprendre, sous sa responsabilité, dès lors que les conditions météorologiques lui permettront de respecter effectivement la présente disposition.

L'exploitant adopte toutes mesures utiles de sa responsabilité pour prévenir les pertes de matériaux sur la voie publique. L'exploitant prend les dispositions utiles de son ressort pour faire respecter cette obligation.

L'exploitant assure l'entretien régulier de l'accès à la carrière et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

Le trafic routier global de poids lourds engendré sur les voies publiques par l'exploitation de la carrière est au maximum de 14 rotations par jour.

### **III.1.8 : Circulation dans l'établissement**

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont régulièrement entretenues et, afin de permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité, toujours dégagées.

Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

### **III.1.9 : Transport, chargement et déchargement des produits dangereux pour l'environnement**

Les produits dits dangereux sont ceux visés par la réglementation sur le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement des produits précités se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des produits, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des produits concernés et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

### **III.1.10 : Emprise des travaux**

Les bords des excavations doivent être établis et tenus à une distance horizontale de 10 m au moins du périmètre autorisé.

Compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords supérieurs de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité de terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

### **III.1.11 : Plans de l'exploitation**

L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 000<sup>ème</sup>. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est adressé en deux exemplaires à l'inspecteur des installations classées sous le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

## **III.2 – EFFETS SUR L'EAU**

### **III.2.1 : Ecoulement des eaux superficielles**

Toutes dispositions sont prises pour ne pas perturber de façon notable le régime hydraulique existant tant en cours d'exploitation qu'après remise en état des lieux. S'il y a lieu, un réseau de dérivation pour empêcher les eaux de ruissellement extérieures à la carrière d'atteindre l'excavation est mis en place. Les merlons de terres sont disposés parallèlement à l'écoulement des eaux.

### **III.2.2 : Qualité des eaux superficielles ou souterraines**

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Toute manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines tel le remplissage des réservoirs de carburant, doit être effectuée sur une aire étanche formant cuvette de rétention ou dirigeant tout déversement accidentel vers une capacité de rétention et dont la vidange par gravité est physiquement impossible.

La capacité de rétention doit être au moins égale à la quantité susceptible d'être épanchée lors d'un incident.

Tout déversement accidentel dans les capacités de rétention doit aussitôt être récupéré et, soit recyclé, soit éliminé, en respectant les dispositions relatives au traitement des déchets.

### **III.2.3 : Épanchements de produits polluants**

Pour les engins pour lesquels le remplissage des réservoirs en carburant ou en huiles est irréalisable sur une aire étanche, l'exploitant établit une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement de produits polluants et s'assure autant que nécessaire que cette consigne est connue de son personnel et est effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin ou véhicule conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

## **III.3 - EFFETS SUR L'AIR**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

Les pistes sont arrosées en tant que de besoin pour lutter contre l'envol des poussières, sans nuire à la sécurité des véhicules appelés à circuler dans le chantier et sur les pistes.

La vitesse des engins circulant dans le chantier, sur les pistes notamment, est au plus de 20 km/h.

## **III.4 - DÉCHETS**

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 01 février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 19 octobre 1999.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret et à l'arrêté du 21 novembre 1979 modifiés et à l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989.

### **III.5 - BRUIT**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatives aux bruits aériens émis par les carrières sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h. En particulier, elle n'engendre pas un niveau acoustique équivalent (Leq), mesuré en dB(A) suivant la norme S 31.010 supérieur à 50,4 dB(A) aux abords des habitations les plus proches à PONTPOINT. En dehors de la plage horaire précitée, les activités liées à l'exploitation de la carrière sont mises à l'arrêt.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, notamment au droit des habitations les plus proches de PONTPOINT, au moins au cours de la 2<sup>ème</sup> année d'exploitation. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à la notification du procès-verbal de récolement de fin de travaux d'exploitation.

### **III.6 - ARCHÉOLOGIE**

Les éventuelles découvertes de vestiges archéologiques seront déclarées dans les meilleurs délais au Service Régional de l'Archéologie et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes dispositions en cas de découverte de vestiges archéologiques pour en empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration.

### **III.7 - OUVRAGES DE TELECOMMUNICATIONS**

Tous travaux en bordure ou sur le domaine public, tel l'aménagement de l'accès au site, font l'objet d'un contact préalable avec FRANCE TELECOM - UI Nord-Pas de Calais - Service DIC SP1 - 62307 - LENS CEDEX

## **TITRE IV : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

### **IV.1 : EXTRACTIONS**

Le site peut être excavé sur une profondeur de 5 m en moyenne. Aucune extraction ne doit être réalisée sous la cote 25 m NGF.

Le volume total du gisement à exploiter sur 4 ans est estimé à 47 000 m<sup>3</sup>.

Le volume total de matériaux de découverte est estimé à 15 000 m<sup>3</sup> de terre végétale et de stériles. Ces matériaux sont intégralement conservés sur le site, en vue de la remise en état des lieux.

Les terres végétales sont stockées de façon à éviter leur tassement. S'ils doivent durer plus de 6 mois, leurs dépôts ou merlons sont ensemencés.

#### **IV.2 : OUVRAGES ELECTRIQUES**

La distance de recul des bords de l'excavation fixée au titre III, paragraphe III.1.10 ci-dessus est portée à 15 m au moins des massifs de fondation des ouvrages électriques.

Les aménagements conduits dans le cadre de l'exploitation dont la remise en état des lieux de la carrière :

- tiennent compte des prescriptions fixées à l'arrêté technique interministériel du 17 mai 2001, en particulier en ce qui concerne les distances d'éloignement par rapport aux voies de circulation ou parkings, aux plantations d'arbres et aux créations de remblais ;
- sont réalisés de façon à permettre l'accès terrestre, en toute circonstance, aux supports des lignes électriques aux engins d'entretien ou d'intervention des services électriques.

#### **IV.3 : SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE**

Les eaux souterraines au droit du site font l'objet d'un suivi analytique au moins jusqu'à l'échéance de la présente autorisation.

A cette fin, des échantillons représentatifs de la qualité des eaux souterraines sont prélevés dans des piézomètres implantés l'un au moins à l'amont hydraulique du site de remblaiement, les autres à l'aval direct. Les piézomètres sont implantés et dimensionnés conformément aux préconisations d'un expert en hydrogéologie, reconnu retenu en concertation avec l'inspecteur des installations classées, confirmant leur aptitude à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des eaux souterraines. Il peut s'agir de certains des piézomètres mis en place aux environs du site par la Société HOLCIM GRANULATS et mentionnés en pièce annexe de sa réponse au commissaire enquêteur sous les numéros PZ 1, 6, 7 et 8.

L'exploitant justifie auprès du Préfet et de l'inspecteur des installations classées de l'efficacité attendue du réseau piézométrique en produisant le rapport de l'expert précité sous le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Les analyses portent sur les pH, Conductivité, DCO, DBO<sub>5</sub>, hydrocarbures totaux, sulfates et métaux (Cd, Cu, Zn, Pb, Hg, As, Cr total, ...) ; elles sont réalisées semestriellement, en périodes de hautes eaux (en mars ou avril) et de basses eaux (en septembre ou octobre).

Les résultats des analyses précitées, commentés par l'exploitant, sont communiqués au préfet et à l'inspecteur des installations classées dans la quinzaine suivant leur obtention.

#### **IV.4 : REMISE EN ETAT**

La remise en état des lieux consistera à remblayer totalement l'excavation lieudit "Le Fond de Rambourg" et à créer trois plans d'eau destinés à intégrer le dispositif de lutte contre les crues de la rivière Oise, l'un par extension d'un plan d'eau existant lieudit "Les Prés de l'Eglise", les deux autres respectivement lieudits "Le Trésor" et "Terre Pourrie".

Pour la remise en état des lieux, sont mis en œuvre les matériaux de découverte provenant du site de la carrière objet de la présente autorisation, sous réserve que l'exploitation des installations dont elle est le siège n'ait pas altéré leur innocuité pour l'environnement ; La terre arable est étalée en couverture, sur une épaisseur de 0,20 m au moins.

La surface des plans d'eau créés est d'environ

- Lieudit "Prés de l'Eglise", 3,1 ha
- Lieudit "Trésor", 1,54 ha
- Lieudit "Terre Pourrie", 2,2 ha

Afin de permettre l'intégration, à la suite de l'exploitation de la carrière, des plans d'eau créés au dispositif de lutte contre les crues de la rivière OISE, la Société HOLCIM GRANULATS FRANCE prendra en particulier en charge, en concertation avec l'Entente OISE-AISNE, les travaux utiles, en particulier :

- Pour les plans d'eau "Le Trésor" et "Prés de l'Eglise", les busages, ouvrages de gestion et curage du fossé de raccordement à la rivière Oise ;
- Pour le plan d'eau "Terre Pourrie", réalisation d'une digue sur les cotés Sud et Ouest et busage de raccordement au fossé des Dames.
- reconstitution du sol des parties hors d'eau dont la structure doit permettre l'implantation et la croissance de la végétation ;

Les travaux de remise en état des lieux et d'intégration paysagère du site seront conduits ainsi que prévu au chapitre « Remise en état de lieux » de l'étude d'impact figurant au dossier de demande susvisé. En particulier :

- Secteur « Les Prés de l'Eglise »
  - des hauts fonds seront constitués dans le plan d'eau ;
  - les berges seront aménagées en pente douce ( $< 10^\circ$ ) de façon à créer une large frange de battement de la nappe et auront un profil sinueux ;
  - une haie séparera le plan d'eau des terres cultivées voisines.

- Secteur « Fond de Rambourg »

Afin de rendre le site apte à un usage agricole, les sols reconstitués seront décompactés ; les éventuels blocs en surface de dimensions décimétriques ou plus importantes seront collectés et évacués ; l'horizon superficiel sera nivelé avant d'êtreensemencé d'une légumineuse à enfouir.

- Secteur « Trésor » et « Terre Pourrie »

Une haie séparera le plan d'eau « Terre Pourrie » des terres cultivées à l'Ouest.

Les parties hors d'eau serontensemencées, après décompactage et nivellement s'il y a lieu des terrains.

Sans préjudice des prescriptions fixées ci-dessus, la remise en état des lieux comprend aussi les mesures suivantes :

- suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers ;
- s'il y a lieu, maintien ou mise en place de clôture en considération du bio-corridor dans lequel se trouve le site (limitation au minimum des zones encloses, hauteur des clôtures à 1,30 m au plus, ... que l'exploitant justifiera au dossier de déclaration de fin de travaux qu'il lui appartiendra de produire au Préfet conformément au titre II, paragraphe II.4 ci-dessus à la fin de l'exploitation) ;
- plantation de haies, arbustes et arbres à l'aide d'espèces ou essences locales adaptées aux terrains reconstitués.